

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Eupen, le 25 mai 2009.

K.-H. LAMBERTZ,
Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre des Pouvoirs locaux

B. GENTGES,
Vice-Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme

O. PAASCH,
Ministre de l'Enseignement et de la Recherche scientifique

Mme I. WEYKMANS,
Ministre de la Culture, des Médias, des Monuments et Sites, de la Jeunesse et du Sport

—
Note

Session 2008-2009.

Document du Parlement : 160 (2008-2009), n° 1. Projet de décret.

Compte rendu intégral : 25 mai 2009, n° 14 (2008-2009). Discussion et vote.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2719

[2009/203228]

25 MEI 2009. — Decreet houdende instemming met het Facultatief Protocol bij het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing, aangenomen te New York op 18 december 2002

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :
Enig artikel. Het Facultatief Protocol bij het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing, aangenomen te New York op 18 december 2002, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Eupen, 25 mei 2009.

K.-H. LAMBERTZ,
Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Lokale Besturen

B. GENTGES,
Vice-Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Zaken en Toerisme

O. PAASCH,
Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Mevr. I. WEYKMANS,
Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport

—
Nota

Zitting 2008-2009.

Stukken : 160 (2008-2009), nr. 1. Ontwerp van decreet.

Integraal verslag : 25 mei 2009, nr. 14 (2008-2009). Bespreking en aanneming.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2720

[2009/203454]

**18 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant des mesures de simplification administrative en matière d'action sociale et de santé**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dettes, d'action sociale et de santé, notamment l'article 10;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale;

Vu l'arrêté 28 avril 2005 portant exécution en ce qui concerne l'intégration professionnelle des ayants droit à l'intégration sociale, du décret programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 janvier et le 16 février 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes et Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 19 mars 2009;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 26 mars 2009;

Vu l'avis de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale, donné le 10 mars 2009;

Vu l'avis du Comité d'accompagnement des Centres de télé-accueil, donné le 20 mars 2009;

Vu l'avis 46.429/4 du Conseil d'Etat donné le 5 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. La définition des jours de prestations visés à l'article 2, 4^e tiret, de l'arrêté du Gouvernement wallon 28 avril 2005 portant exécution en ce qui concerne l'intégration professionnelle des ayants droit à l'intégration sociale, du décret programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé est remplacée par le texte suivant :

"— jours de prestations : jours de travail accomplis par un ayant droit, déclarés comme jours prestés à l'O.N.S.S.A.P.L. ou à l'O.N.S.S. et couverts par un contrat de travail conclu en vertu des articles 60, § 7, ou 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. au maximum pour la durée nécessaire à l'obtention du bénéfice complet des allocations sociales."

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté :

1^o l'alinéa 2 est abrogé;

2^o les mots "30 avril" sont remplacés par les mots "31 mai";

3^o le dernier alinéa suivant est inséré :

"Le Ministre est cependant habilité à relever le Centre public d'action sociale de la forclusion si le dépassement de ce délai relève de circonstances exceptionnelles."

Art. 4. Les articles 8 et 9 du même arrêté sont abrogés.

Art. 5. A l'article 15, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale, les mots ", moyennant l'approbation du Ministre," sont supprimés.

Art. 6. L'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes est abrogé.

Art. 7. L'article 56 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 56. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

A partir du 1^{er} juillet 2009, les services transmettent à l'Agence, tous les cinq ans, les informations, telles que déterminées dans les dispositions spécifiques, nécessaires à leur évaluation.

Par dérogation à l'alinéa premier, lorsqu'il s'agit d'une demande visant à l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé pour une durée à l'essai de trois mois à trois ans maximum. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Comité de gestion, accordé pour une durée indéterminée."

Art. 8. L'article 57 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. L'article 58 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 58. Le Comité de gestion de l'Agence peut retirer, suspendre ou limiter temporairement la durée indéterminée de l'agrément dès qu'il constate que l'une des conditions fixées par l'agrément n'est plus respectée.

La limitation temporaire de la durée indéterminée de l'agrément s'exerce par l'octroi par le Comité de gestion de l'Agence d'un agrément provisoire d'une durée de un à trois ans.

Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Comité de gestion, accordé pour une durée indéterminée.

La décision de retrait, de suspension ou de limitation d'agrément est notifiée par lettre recommandée."

Art. 10. Le premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique est remplacé par la disposition suivante :

"Le Ministre accorde l'agrément au centre de télé-accueil pour une durée indéterminée. Sauf circonstances particulières ou exceptionnelles, les inspections des centres s'effectuent à intervalles réguliers de trois ans au moins."

Art. 11. Le 2^o de l'article 6, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"2^o les frais généraux pour un montant annuel de 28.154 euros (montant indexé au 1^{er} janvier 2009)."

Art. 12. Dans le même arrêté, il est inséré un article *6bis*, rédigé comme suit :

"Art. *6bis*. Par dérogation à l'article 2, 8°, et à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1^o, troisième tiret, le centre peut, tout en occupant un nombre de collaborateurs inférieur à 60 et après avis favorable des Services du Gouvernement, être agréé et bénéficier de la subvention pour un cadre, engagé à temps plein, responsable de la formation et de la supervision de l'activité des collaborateurs.

Dans ce cas, le centre est tenu de déposer un projet présentant les possibilités de compensation qu'il entend mettre en œuvre pour assurer la permanence vingt-quatre heures sur vingt-quatre."

Art. 13. A l'article 8, § 1^{er}, premier alinéa du même arrêté, les mots "d'au moins 30 collaborateurs bénévoles" sont remplacés par les mots "d'un nombre de collaborateurs volontaires suffisant afin d'assurer la permanence vingt-quatre heures sur vingt-quatre".

Art. 14. L'article 13 du même arrêté est abrogé.

Art. 15. § 1^{er}. Les articles 2 à 4 du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

§ 2. Les autres dispositions du présent projet d'arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2009.

Les services agréés dans le cadre des arrêtés modifiés par le présent arrêté avant le 1^{er} juillet 2009 sont réputés agréés, pour une durée indéterminée, en application du présent arrêté.

Toutefois, les services agréés par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, dont l'agrément a été accordé pour une durée inférieure à trois ans, le Comité de gestion statue sur la prolongation de l'agrément. Le service, centre ou institution reste provisoirement agréé jusqu'à la décision.

Art. 16. Le Ministre de l'Action sociale et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juin 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2720

[2009/203454]

**18 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering
houdende maatregelen tot administratieve vereenvoudiging inzake sociale actie en gezondheid**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand;

Gelet op het besluit van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting;

Gelet op het besluit van 28 april 2005 tot uitvoering, wat betreft de inschakeling van de gerechtigden op maatschappelijke integratie in het arbeidsproces, van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie, schuld, sociale actie en gezondheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 januari en 16 februari 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 februari 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 19 maart 2009;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 26 maart 2009;

Gelet op het advies van de Commissie voor de erkenning en adviesverlening inzake de diensten voor sociale insluiting, gegeven op 10 maart 2009;

Gelet op het advies van het Comité voor de begeleiding van de tele-onthaalcentra, gegeven op 20 maart 2009;

Gelet op het advies 46.429/4 van de Raad van State, gegeven 5 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. De definitie van de prestatiedagen bedoeld in artikel 2, vierde streepje, van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2005 tot uitvoering, wat betreft de inschakeling van de gerechtigden op maatschappelijke integratie in het arbeidsproces, van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie, schuld, sociale actie en gezondheid, wordt vervangen als volgt :

— prestatiedagen : door een gerechtigde verrichte werkdagen die als gepresteerde dagen worden aangegeven bij de R.D.S.Z.P.P.O. of bij de R.S.Z. en waarvoor krachtens de artikelen 60, § 7, of 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn een arbeidsovereenkomst is gesloten hoogstens voor de duur die nodig is om het volledige voordeel van de sociale uitkeringen te verkrijgen."

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° de woorden "30 april" worden vervangen door de woorden "31 mei";

3° er wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De Minister is evenwel bevoegd om het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn te ontheffen van de uitsluiting indien de overschrijding van die termijn aan buitengewone omstandigheden te wijten is."

Art. 4. De artikelen 8 en 9 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 5. In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting worden de woorden "met de instemming van de Minister" geschrapt.

Art. 6. Artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 56 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen wordt vervangen als volgt :

"Art. 56. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur toegekend.

Vanaf 1 juli 2009 verstrekken de diensten om de vijf jaar aan het Agentschap de informatie, zoals bepaald in de specifieke voorschriften, die nodig is voor hun evaluatie.

In afwijking van het eerste lid, wordt de erkenning voor een proeftijd van drie maanden tot maximum drie jaar verleend wanneer het gaat om een aanvraag tot erkenning van een nieuwe dienst. Na afloop van die periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van het Beheerscomité."

Art. 8. Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 58. Het Beheerscomité van het Agentschap kan de onbepaalde duur van de erkenning tijdelijk intrekken, opschorten of beperken zodra het vaststelt dat niet meer voldaan wordt aan één van voorwaarden die voor het verkrijgen van de erkenning gesteld worden.

Wanneer de onbepaalde duur van de erkenning tijdelijk beperkt wordt, verleent het Beheerscomité van het Agentschap een tijdelijke erkenning van één tot drie jaar.

Na afloop van die periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van het Beheerscomité.

De beslissing tot intrekking, opschorting of beperking van de erkenning wordt bij aangetekend schrijven meedeeld."

Art. 10. Het eerste lid van artikel 3 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand wordt vervangen als volgt :

"De Minister verleent de erkenning voor onbepaalde duur aan het tele-onthaalcentrum. Behalve bijzondere of buitengewone omstandigheden, worden de inspecties van de centra op regelmatige tussentijden van minstens drie jaar doorgevoerd."

Art. 11. Artikel 6, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"2° de algemene kosten voor een jaarlijks bedrag van 28.154 euro (bedrag geïndexeerd op 1 januari 2009)."

Art. 12. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *6bis*, luidend als volgt :

"Art. *6bis*. In afwijking van artikel 2, 8°, en van artikel 6, eerste lid, 1°, derde streepje, kan het centrum dat minder dan zestig medewerkers tewerkstelt na gunstig advies van de Diensten van de Regering erkend worden en in aanmerking komen voor het voordeel van de subsidie voor een voltijds in dienst genomen kaderlid dat verantwoordelijk is voor de opleiding van de medewerkers en voor de supervisie van hun activiteit.

In dat geval moet het centrum een project indienen met de compensatiemogelijkheden die het overweegt om de dienst vierentwintig uur op vierentwintig waar te nemen."

Art. 13. In artikel 8, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van ten minste dertig vrijwillige medewerkers" vervangen door de woorden "van een voldoende aantal vrijwillige medewerkers zodat de dienst vierentwintig uur op vierentwintig waargenomen kan worden".

Art. 14. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 15. § 1. De artikelen 2 tot 4 van dit besluit treden in werking op 1 januari 2010.

§ 2. De andere bepalingen van dit ontwerpbesluit treden in werking op 1 juli 2009.

De diensten erkend krachtens de besluiten die voor 1 juli 2009 bij dit besluit zijn gewijzigd worden geacht voor onbepaalde duur te zijn erkend, overeenkomstig dit besluit.

Wat betreft de diensten erkend door het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van de Gehandicapte Personen), waarvan de erkenning voor minder dan drie jaar is verleend, beslist het het Beheerscomité over de verlenging van de erkenning. De dienst, het centrum of de instelling blijft voorlopig erkend tot de beslissing genomen wordt.

Art. 16. De Minister van Sociale Actie en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juni 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2721 (2009 — 2159)

[C — 2009/31407]

23 AVRIL 2009. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 204 du 18 juin 2009, acte n° 2009/2159 page 42644, il faut ajouter « Avis 45.850/3 du 10 février 2009 de la Section Législation du Conseil d'Etat » ci-après entre « le rapport aux membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune » et l'arrêté.

AVIS 45.850/3 DU 10 FEVRIER 2009 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, troisième chambre, saisi par les Membres du Collège réunie compétents pour la politique de la Santé, le 21 janvier 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune « relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles », a donné l'avis suivant :

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Portée et fondement juridique du projet

2. En vertu de l'article 12 de l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé (ci-après : l'ordonnance), le médecin traitant, le responsable d'un laboratoire de biologie clinique et le médecin chargé du contrôle médical, notamment dans les écoles, entreprises, structures où résident des enfants et des jeunes, maisons de repos et de soins, et maisons de repos pour personnes âgées, doivent remettre au médecin-inspecteur d'hygiène de la Commission communautaire commune une déclaration de tout cas avéré ou suspect de maladies transmissibles. Les articles 13 et 14 de l'ordonnance fixent les mesures prophylactiques ainsi que les mesures de police administrative que le médecin-inspecteur d'hygiène et le bourgmestre peuvent prendre en cas de maladies transmissibles.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2721 (2009 — 2159)

[C — 2009/31407]

23 APRIL 2009. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 204 van 18 juni 2009, akte nr. 2009/2159 bladzijde 42644, dient het hiernavolgende « Advies 45.850/3 van 10 februari 2009 van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State » bijgevoegd worden tussen het « verslag aan de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie » en het besluit.

ADVIES 45.850/3 VAN 10 FEBRUARI 2009 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, derde kamer, op 21 januari 2009 door de Leden van het Verenigd College bevoegd voor het gezondheidsbeleid, verzocht hen, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie « betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten », heeft het volgende advies gegeven :

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

2. Krachtens artikel 12 van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid (hierna : de ordonnantie), moeten de behandelende arts, de verantwoordelijke van het laboratorium van klinische biologie en de arts belast met het medisch toezicht onder meer in scholen, bedrijven, voorzieningen waar kinderen en jongeren verblijven, rust- en verzorgingstehuizen en rustoorden voor bejaarden, aangifte doen bij de geneesheer-gezondheidsinspecteur van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van alle bewezen en verdachte gevallen van overdraagbare ziekten. De artikelen 13 en 14 van de ordonnantie bepalen de profylactische maatregelen en de maatregelen van administratieve politie die de geneesheer-gezondheidsinspecteur en de burgemeester kunnen nemen in geval zich overdraagbare ziekten voordoen.